

Cuba : non-assistance à peuple en danger

Par Francis Wurtz, député honoraire au Parlement européen.

Publié le 23 février 2026 par le journal l'Humanité

Comment qualifier le fait de chercher à soumettre un pays et son peuple par la famine ? « C'est *une forme de terrorisme* », ont déclaré 22 membres du conseil municipal de New York et d'autres personnalités publiques des États-Unis, à propos de « *l'ordre exécutif du 29 janvier* » engagé par Donald Trump contre Cuba et les Cubains. De fait, le blocage de l'approvisionnement de l'île en pétrole entraîne [*« un risque d'effondrement humanitaire », met en garde l'ONU.*](#)

En mettant en place cette mesure scélérate et en menaçant de droits de douane prohibitifs tout pays qui la contournerait, le but du chef de la Maison-Blanche est de provoquer un soulèvement populaire propice à un changement de régime favorable à Washington : Trump n'est-il pas allé jusqu'à repartager un message affirmant que « Marco Rubio (son très réactionnaire ministre des Affaires étrangères, d'origine cubaine) sera le président de Cuba » ?

Or, a-t-on constaté le début du début d'une action de solidarité avec le pays et le peuple agressés, de la part d'Emmanuel Macron, du chancelier allemand, du premier ministre britannique, d'Ursula von der Leyen ou de l'Europe en général ? Ils se contentent de dissuader leurs ressortissants de se rendre sur place. Les autorités allemandes ont été les plus promptes à prévenir quiconque envisagerait de se rendre à Cuba que la situation sur l'île affecte « *tous les aspects de la vie, y compris les soins médicaux* ».

Rien ne peut justifier la non-assistance à peuple en danger

Mais si tel est le cas, qu'attendent-elles pour organiser, avec leurs partenaires européens, une contre-offensive humanitaire à cette inacceptable violation du droit international. Aucun désaccord politique ne peut justifier la non-assistance à peuple en danger.

En outre, les dirigeants européens sont bien placés pour savoir que, plus on ménage Trump, plus il se sent encouragé à pousser plus loin ses dangereuses turpitudes. Il faut revenir à ce propos sur le grave précédent qui s'est produit le 29 octobre dernier à l'Assemblée générale de l'ONU. Comme chaque année depuis plusieurs décennies, une résolution demandant la levée du blocus économique, commercial et financier de Cuba, imposé unilatéralement, depuis soixante-six ans, par les États-Unis, y a été soumise au vote.

Sur le même thème



[Cuba peut-elle tenir face à Donald Trump ?](#)

Habituellement – c'était encore les cas en 2024 –, aucun pays, hormis Israël, ne soutient Washington. Tous exigent la fin de ce vestige inacceptable de la guerre froide. Mais, depuis le retour au pouvoir de Trump, si 165 pays ont dignement confirmé leur position conformément au droit international, sept États se sont alignés sur Washington, tandis que 12 autres se sont lâchement abstenus. Or, parmi les sept figurent un État membre de l'Union européenne – la Hongrie – et un État candidat à l'adhésion à l'UE – l'Ukraine –, tandis que sur les 12 États abstentionnistes, la majorité sont des États d'Europe centrale et orientale.

L'avenir nous dira quelle nouvelle surenchère cette indifférence coupable inspirera à Trump. En attendant, saluons l'esprit de résilience et de résistance du peuple cubain face aux épreuves sans fin qui lui sont imposées depuis la conquête de son indépendance à l'égard de son puissant voisin.

Le journal des intelligences libres

« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres **le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde.** »

Tel était « **Notre but** », comme l'écrivait Jean Jaurès dans le premier éditorial de l'Humanité.

120 ans plus tard, il n'a pas changé.

Grâce à vous.

Soutenez-nous ! Votre don sera défiscalisé : donner 5€ vous reviendra à 1.65€. Le prix d'un café.

[Je veux en savoir plus !](#)

<https://www.humanite.fr/monde/blocus-de-cuba/cuba-non-assistance-a-peuple-en-danger>